



Intervention sociale innovatrice

Luiz Eduardo W. Wanderley

Professeur émérite, Pontificia Universidade Católica de São Paulo, Brasil
marilew@uol.com.br

Le texte aborde d'abord les conceptions théoriques et pratiques fondées, d'une part, sur le protagonisme du réalisme utopique, soit des options utopiques basées sur les contributions de l'« inédit viable » de Paulo Freire et, d'autre part, de l'« anticipation » de Jerzy Szachi. Ces idées pointent vers des chemins existants au sein des mouvements sociaux, des ONG, des associations, des résistances, des projets politiques, etc., visant la construction d'une société plus humaine, libre, juste et solidaire. Puis, il s'intéresse à la conception de public : universalité, visibilité sociale, contrôle social, durabilité, culture civique et quête d'une démocratie participative effective. Les conflits existants y sont indiqués de même que les pas positifs réalisés dans les différents pays, surmontant la complexité et les difficultés contemporaines et apportant des éléments concrets pour une animation socio-culturelle innovatrice et transformatrice.

Mots-clés : animation; utopies; changement social.

The text approaches at first the theoretical and practical conceptions based, on one hand, on the protagonism of the utopian realism, that is utopian options based on the contributions of Paulo Freire's «viable's radically new» and, on the other hand, «anticipation» of Jerzy Szachi. These ideas point towards existing paths within the social movements, NGO, associations, political projects, etc., aiming at the construction of a more human, free, just and altruistic society. Then, it focuses on the conception of the public: universality, social visibility, social control, durability, civic culture and quest for an effective participative democracy. The existing conflicts are revealed as well as the positive steps realized in various countries, overcoming the complexity and the contemporary difficulties and bringing concrete elements for innovative sociocultural community development.

Keywords: sociocultural community development; utopias; social change.

El texto aborda primero las concepciones teóricas y prácticas fundadas, de una parte, en el protagonismo del realismo utópico, sea opciones utópicas basadas en las contribuciones del «inédito viable» de Paulo Freire y, por otra parte, de la «anticipación» de Jerzy Szachi. Estas ideas apuntan hacia caminos existentes en el seno de los movimientos sociales, ONG, asociaciones, proyectos políticos, etc., refiriéndose a la construcción de una sociedad más humana, libre, justa y solidaria. Luego, se interesa por el concepción de público: universalidad, visibilidad social, control social, durabilidad, cultura cívica y búsqueda de una democracia participativa efectiva. Los conflictos existentes ello son señalados lo mismo que los pasos positivos realizados en los diferentes países, rematando la complejidad y las dificultades contemporáneas y aportando elementos concretos para una animación sociocultural innovadora y transformadora.

Palabras clave: animación; utopías; cambio social.

Introduction

Pour introduire la thématique, dans une première approche générique, sur les courants théoriques et les pratiques en cours dans les diverses nations qui existent sur la planète Terre, j'aborde la question de ces courants, en mettant l'accent sur l'un d'eux qui me semble être celui qui est le plus nécessaire pour atteindre les buts, les objectifs et les stratégies de conquête d'une société plus libre, plus solidaire et plus humaine. Il s'agit de ce que j'ai appelé réalisme utopique. En explicitant un peu plus, avec toutes les immenses limites, on peut dire que les stratégies de compréhension de la réalité et les moyens de transformation sont engendrés, de manière ample, dans trois courants dans lesquels apparaissent des membres de tous les secteurs sociaux, avec des positions plus ou moins conservatrices ou progressistes, ambivalentes et avec les glissements sémantiques qu'ils produisent.

Le premier courant vient des optimistes, défenseurs du capitalisme libéral et néolibéral, d'après lesquels les crises sont permanentes, partiales et quelques-uns les considèrent comme peu structurales, mais elles sont surmontables dans plus ou moins de temps. D'après ses adeptes, dont beaucoup ont été ses fauteurs et ses disséminateurs, le système caractérisé par la « destruction créative » est vivant et doit se maintenir pendant une longue période, basé sur quelques corrections qui sûrement n'ébranlent pas les bases du modèle. Les visions dominantes des gouvernants et des spécialistes en économie et surtout en politique, des représentants des trois pouvoirs (Exécutif, Législatif et Judiciaire), exposées dans des publications, lors de congrès, par les médias, après la crise mondiale qui a commencé en 2008 et qui s'est disséminée sur tout le globe, démontrent la défense de cette orientation, même si l'on considère les effets néfastes qu'ils produisent dans les populations : chômage, licenciements, chute des salaires, privatisation des politiques publiques, etc.

Le deuxième courant vient des pessimistes, des sceptiques, qui croient à l'effondrement, tôt ou tard, du capitalisme, car, d'après eux, les bases d'envergure ont été ébranlées, les crises augmenteront, les amendements ne guériront pas les causes des maladies, la barbarie avec ses signes visibles et implacables, soit en gestation, soit en consolidation, explosera et s'engagera dans des voies imprévisibles aux tendances terribles. Outre les crises croissantes, telles que les ébranlements subis par l'économie, la corruption institutionnalisée, le manque de perspective et les réponses plausibles pour le présent et pour l'avenir, la crise mondiale indiquée potentialise l'orientation pessimiste et ne voit pas de solutions plausibles pour ce système et/ou pour ce mode de production en vigueur dans la plupart des pays.

Le troisième courant est celui du *réalisme utopique*, que je considère comme le plus adéquat et le plus important. *Réaliste* parce qu'il est conscient de la grande partie des causes de la situation dans laquelle vivent les peuples, dans laquelle d'énormes contingents populationnels vivent dans la pauvreté relative et absolue et des contingents expressifs meurent de façon récurrente. Les causes sont générées par les changements continus du capitalisme et fortifiées par la mondialisation hégémonique. Vu que l'on connaît les limites, les contradictions, les transformations, aux effets positifs et négatifs, qui affectent les situations mondiales, il faut apprendre - à connaître, à faire, à vivre ensemble, à être - avec un engagement et une volonté politique de plus en plus grands pour mieux résister, dénoncer, proposer. *Utopique*, en essayant de composer les rêves d'ailes et de racines, en traduisant l'inédit viable de Paulo Freire sur toutes les latitudes et longitudes, en détectant les signes des temps, en anticipant les objectifs et les chemins. Dans ce contexte, en guise

de réflexions finales, il est fécond d'examiner certaines contributions stimulantes sur l'utopie, tout en étant conditionné par le but limité de ce texte.

Les réflexions exposées ici sont le résultat de quelques-unes de mes publications, qui mettent l'accent sur « l'Éducation Populaire : métamorphoses et sentiers ».

Marques qui guident la nouvelle société

Utopie et protagonisme avec réalisme utopique

Dans un premier scénario se manifeste la conception de Paulo Freire, qui aborda la question de ce qu'il appela l'*inédit viable*.

Certaines déclarations de Paulo Freire configurent des scénarios riches pour comprendre ce qu'il entendait par l'*inédit-viable*, qui est bien connu. « Mais tout lendemain, sur ce que l'on pense et pour la réalisation duquel on lutte, implique forcément le rêve et l'utopie. Il n'y a pas de lendemain sans projet, sans rêve, sans utopie, sans espoir, sans le travail de création et sans le développement de possibilités qui rendent viable leur concrétisation. » (Freire, 2005: 85). Dans la défense de la praxis de l'opprimé, elle se traduit en « unité inébranlable entre la dénonciation et l'annonce. Dénonciation d'une réalité déshumanisée et annonce d'une réalité dans laquelle les hommes peuvent être plus » (Freire, 2005: 84).

D'autres contributions de Paulo Freire sont persuasives. Il affirme que là où il n'y a pas d'utopie, de rêve, il n'y a pas de place pour l'éducation, mais pour le dressage. Voir l'histoire comme possibilité et non comme déterminisme, annoncer un avenir à être créé et construit, politiquement, esthétiquement et moralement. Dans cette construction, la lutte des classes n'est pas le moteur de l'histoire, mais c'en est certainement un. L'utopie est aussi un moteur de l'histoire. Freire continue d'argumenter sur les vieux/nouveaux aspects relatifs à cette thématique, qui sont les suivants : une articulation entre stratégie et tactique est nécessaire ; les classes laborieuses doivent profiter des espaces démocratiques et générer de nouvelles relations avec les classes dominantes ; ces relations génèrent un savoir de classe ; le néolibéralisme n'a pas marqué la fin des classes sociales ; l'impossibilité du discours neutre demeure et la misère du monde capitaliste nie sa soi-disante excellence. Et il reprend l'une de ses thèses fondamentales dans le sens de réaffirmer : c'est pour cela que, en tant qu'individu et en tant que classe, l'opprimeur ne libère pas et il ne se libère pas non plus. C'est pour cela qu'en se libérant, dans et par la lutte nécessaire et juste, l'opprimé, en tant qu'individu et en tant que classe, libère l'opprimeur, par le simple fait qu'il lui défend de continuer à opprimer.

Dans les annotations d'Ana Freire (2008: 233), dans la vision de Paulo, d'après ceux qui désirent la transformation, il faut s'insérer dans le mouvement utopique. Il fait allusion au fait que

L'inédit viable nous dit, clairement, que ce n'est pas le règne du définitif, du prêt, de l'achevé ; du nirvana de la certitude et de la quiétude des *rêves possibles*. Il se nourrit de l'inconclusion humaine, il n'a pas de fin, de terme d'arrivée définitif. Car il est toujours devenir, car quand on a atteint l'*inédit viable* duquel nous rêvons et pour lequel nous luttons, ce n'est plus un rêve qui soit possible, mais le *rêve possible qui se réalise*, l'utopie atteinte, il fait éclore autant d'autres *inédits-viables* qui ont une place dans nos sentiments et dans notre raison dictée par nos besoins les plus authentiques.

Pour affronter la culture dominante, Paulo Freire explicite que l'introjection des valeurs exige leur extrojection : « Il faut que les opprimés expulsent les agresseurs non seulement en tant que présences physiques, mais aussi en tant qu'ombres mythiques introjectées en eux. L'action

culturelle et la révolution culturelle, dans différents moments du processus de libération, qui est permanent, facilitent cette extrojection », (Freire, 2005: 65).

D'un autre point de vue, un livre stimulant et fécond préconise diverses interprétations de la signification d'utopie, en se basant sur une expression qui en dit long : « sans utopie, il n'y a pas de progrès, de mouvement, d'action » (Szachi, 1972: 130). Cet auteur examine la diversité des utopies : de lieu, d'espace, de temps, d'ordre éternel, monastiques, de la politique, négatives, héroïques. Dans la présente conjoncture de crise accentuée, Szachi, en écrivant sur la signification historique des utopies, affirme qu'

elles sont surtout des tentatives intellectuelles de contrôler les situations de crise, des tentatives de surmonter les divisions pénibles expérimentées par les individus quand la situation sociale leur semble absurde, des tentatives de reconstruire la communauté humaine, ce qui, pour le moment, n'est possible que dans le rêve (...). Les utopies peuvent être considérées, d'un côté, comme des symptômes de la crise d'une organisation sociale donnée et, de l'autre côté, comme le signal que dans son sein existent des forces capables de la dépasser, bien qu'elles ne soient pas encore conscientes de la manière de le faire (1972: 129).

En plus, cet auteur affirme que pour beaucoup, le trait essentiel de l'utopie, c'est d'être une *anticipation*, qui converge, d'une certaine façon, vers la proposition de Paulo Freire de l'inédit viable : inédit, parce qu'il ne s'est pas encore produit ; viable, parce qu'il peut se produire et qu'il est déjà présent dans la réalité concrète.

Dans la préface de l'édition brésilienne, Szachi utilise une métaphore qui est source d'inspiration.

Les hommes rêvent d'ailes, les hommes rêvent de racines (...) Nous laissant mener par le premier de ces rêves, nous croyons que rien ne nous rattache au monde existant, ou mieux encore, qu'il n'y a pas de liens que nous ne pouvons pas, que nous ne devons pas ou que nous n'avons pas besoin de rompre, vu que devant nous s'ouvre la vaste extension de l'idéal. Nous imaginons que nous arrivons à atteindre un ciel séculaire, à parvenir à un absolu social – justice, liberté, égalité, fraternité et d'autres choses encore. En choisissant le dernier rêve, nous nous tournons vers la terre où nous sommes nés, nous y cherchons la source de la force, de la certitude, de la sécurité et – s'il le faut – de l'espoir. Même si nous doutons que le monde donné serve de modèle, c'est justement en lui que nous nous efforçons de trouver le présage d'un avenir meilleur. Même si nous condamnons le *status quo*, nous voulons croire que dans un endroit sous la surface de la terre germe la perfection future et qu'il suffit d'un peu de patience (1972: xxxvi).

Ce qui, d'après lui, peut être la foi des conservateurs et des radicaux.

En mettant l'accent sur quelques revendications de l'approche marxiste, Löwy prêche que la question écologique est le grand défi que la pensée marxiste doit affronter au seuil du XXI^e siècle. Dans sa défense de l'*écosocialisme*, qui mène à un mode de vie alternatif, Löwy accepte qu'une utopie est présente, quelque chose d'indispensable dans le changement social, à condition que ce soit basé sur les contradictions de la réalité et sur les mouvements sociaux réels. « L'utopie révolutionnaire d'un socialisme vert ou d'un communisme solaire ne signifie pas qu'il ne faille pas *agir dès maintenant*. Ne pas avoir d'illusions sur la possibilité d'écologiser le capitalisme ne veut pas dire qu'on ne peut pas entreprendre la lutte en faveur de *réformes immédiates* » (200: 237). Il suggère des mesures immédiates de réduction de l'effet de serre, de réformes écosociales, telles que : privilégier les transports collectifs ; lutter contre le système de la dette et des « ajustements » ultralibéraux imposés par le FMI et par la Banque mondiale aux pays du Sud ; défense de la santé publique contre la pollution de l'eau, de l'air ou de l'avidité des entreprises capitalistes ; réduction du temps de travail en guise de réponse au chômage. En somme, rendre la planète habitable avec une humanité plus juste et plus libre.

Nous Invitant à prendre en compte la notion de mystique, Boff rappelle qu'en Amérique Latine, un courant s'est inspiré de l'*utopie originnaire du christianisme*, « d'une société fraternelle

juste et participative, chargée de tendresse envers les pauvres et les marginalisés » (2008: 188). Un autre courant s'inspira des idéaux émancipateurs de la révolution française – de liberté, d'égalité et de fraternité, les contraignant à une démocratie participative – dans le militantisme politique et dans la participation à des partis dits progressistes. Un autre groupe se tourna vers le socialisme. « Pour des millions de personnes, le socialisme et le marxisme ont été un torrent de générosité et une source inspiratrice du vrai amour pour les opprimés et de visions révolutionnaires et de pratiques libertaires dans toutes les instances à travers lesquelles la société s'organise. » (*idem*, 2008: 189). S'il y a eu l'effondrement du socialisme réel, « l'idéaire socialiste demeure comme une tendance mobilisatrice d'engagement social » (*idem, ibidem*). En mettant l'accent sur la mystique chrétienne, il évoque l'utopie. « Dans la *mystique politico-sociale*, c'est toujours l'utopie qui agit, cette capacité de projeter, à partir des potentialités du réel, de nouveaux rêves, des modèles alternatifs et des projets différents d'histoire » (*idem*, 2008: 202).

Sens de public

Dans l'empressement de combiner des convergences et des divergences scellées dans une grille qui englobe les thèmes de la démocratie, de la participation politique, de l'insertion sociale (individuelle et collective), de l'éducation citoyenne, de l'éducation populaire réalisée dans l'enseignement formel – mais même celle qui s'adresse aux secteurs populaires et qui est développée dans l'enseignement informel -, dans l'animation socioculturelle, il est fondamental de traiter du sens de *public*. Justement parce que, dans la plupart des études et des propositions élaborées pour ces domaines, est évident l'impératif de l'institution et de la réalisation de *politiques publiques*, avec tous les obstacles qu'implique sa concrétisation. Historiquement le pendule entre le public et le privé, avec des synergies mutuelles est bien connu. Et le fait qu'il y eût une *publicisation du privé*, que ce soit par l'intervention des pouvoirs publics dans le maintien de l'ordre social, dans la régulation de l'économie, dans la promulgation de lois et de directives pour les politiques sociales (dans la santé, l'éducation, etc.), dans la régulation de la vie quotidienne, etc. ; et une *privatisation du public*, exprimée par l'appropriation privée des ressources publiques en travaux, par les lobbies des secteurs dominants sur les gouvernements, des donations à des partis et à des politiciens, des coalitions de partis, l'interférence des médias, etc. En Amérique Latine, la plupart des analyses constatent la force de l'État et la manière dont il a été approprié par les intérêts privés, des élites surtout et même des autres secteurs. Elles indiquent, en général, les entraves à la consolidation de la sphère publique et les distortions du sens de public. Des luttes de mouvements, de partis, de syndicats, d'ONG, ont mené à de nouvelles institutionnalisations qui créent, amplifient, consolident les espaces publics, considérés comme des enjeux exorbitants.

De façon croissante on reconnaît que le public ne se restreint pas à l'étatique et ne peut pas non plus être totalement configuré par lui. Bien que l'État soit considéré comme un espace de réalisation du public, une dimension démocratique souligne que cela n'arrive que s'il représente la société, même si on ne peut pas abdiquer de ses responsabilités. Les données et les informations, signalées dans différentes études, démontrent comment la Société civile, principalement ses secteurs organisés, a développé de nouvelles formes de représentation politique, de contrôle social, de partenariat dans l'exécution de politiques tournées vers les services publics.

Dans certains travaux, j'ai mis en relief une constellation d'attributs qui doivent être nécessairement manifestés et exécutés dans les politiques publiques. Je les signale maintenant en

affirmant catégoriquement que ces attributs sont forcément interconnectés et qu'aucun d'entre eux ne peut être ignoré dans une perspective d'ensemble.

Universalité. Elle vise le service à toute la population d'une nation sans discriminations quelles qu'elles soient et qui doit être effectué dans tous les domaines de la société. Dans la société, tous/toutes doivent être servis/ies en ce qui concerne leurs besoins de base : santé, éducation, logement, travail, sécurité sociale, etc. Tous les secteurs sociaux et toutes les classes sociales doivent avoir accès aux instruments de représentation et de protagonisme et participer aux processus décisifs. Évidemment dans le fédéralisme brésilien, si l'instance fédérale a des pouvoirs reconnus et beaucoup de politiques dépendent de ce qu'on y délibère et de ce que s'y réalise, ce caractère universel vaut aussi pour des instances étatiques et municipales, en respectant leurs compétences et leur actuation.

Visibilité sociale. Elle suppose que les actions gouvernementales et les actions des acteurs sociaux soient transparentes et que les informations qui guident les délibérations dans tous les clivages soient rendues publiques et qu'elles soient dignes de foi. Le célèbre *secret d'État* et ses dérivatifs, dans la plupart des cas, a maintenu (et maintient) le manque de transparence, l'occultation d'informations, de données et d'informations cachées, quand elles ne sont pas manipulées selon les intérêts des détenteurs du pouvoir. La transparence est une exigence qui doit être présente dans les décisions des organes publics et dans tous les organismes privés qui reçoivent des ressources publiques. Dans l'enseignement, public et privé, tous les participants, à des degrés divers, doivent recevoir les informations indispensables sur l'origine et le placement des ressources, des données congruentes pour une formation solide et pertinente, des bases qui tracent des voies sûres pour la carrière, la publicité dans la formation de statuts et de règlements, de codes de conduite, de critères pour les punitions, etc.

Contrôle social. Il signifie l'accès d'instances gouvernementales et de la Société civile au contrôle compétent des règles, à l'application de ressources et à la reddition de comptes, à l'actuation des représentants dans les charges et les fonctions exercées. Outre le perfectionnement constant des Cours des Comptes et de la présence du judiciaire, de nouveaux formats d'actuation publique ont été institués dans le cas brésilien (et même dans d'autres pays) et ils doivent être fortifiés et bien appliqués par les représentants dans toutes les instances politiques : par les conseils de Gestion, par les Commissions Parlementaires d'Enquêtes, dans le Budget participatif, dans l'utilisation des ressources dans les Programmes et les Projets, dans la Responsabilité sociale et dans le Budget social des entreprises, etc.

Durabilité. Elle doit être comprise comme un processus constant de reproduction institutionnelle, avec un équilibre entre les objectifs et le budget, les ressources matérielles et humaines, les nécessités de l'administration et de la gestion, avec les demandes des populations et la réalisation des politiques publiques et sociales. Elle inclut des sources claires et normalisées par la législation du pays, des budgets bien structurés et planifiés avec le contrôle social effectif, la responsabilité fiscale, l'obtention de ressources d'agences et d'IES - [Institutions d'enseignement supérieur] internationales avec une reddition de comptes sûrs et pertinents. Il faut analyser et planifier avec beaucoup de précaution la viabilité ou non de l'utilisation de critères d'administration et de gestion employées par les entreprises privées, dans les instances étatiques/publiques (comme cela a été proposé et officialisé dans des réformes administratives étatiques), car ceux-ci ont pour objectif explicite l'obtention de profit.

Culture publique. Elle peut être la base de références pour les autres attributs. Elle a son origine dans la *culture civique*, qui est promue dans les familles, dans les écoles, dans les communautés, dans les associations, dans les églises, dans les médias, dans les gouvernements. Elle est fondée sur la connaissance et sur l'exercice constants. Si dans quelques pays, elle a avancé de manière significative, elle suppose le dépassement de la *culture privatiste* d'appropriation du public par le privé, de l'autoritarisme, du favoritisme, du paternalisme, historiquement en vigueur dans les sociétés latino-américaines. Elle s'insère dans les processus de démocratie et de citoyenneté actives.

Démocratisation. Elle occupe une place essentielle dans les processus de publicisation et implique la comptabilisation, le consensus et le conflit, les systèmes ouverts et autonomes de représentation et de choix de représentants, les formes authentiques de gestion qui concrétisent la gouvernance et la gouvernabilité. Un impératif récurrent consiste à éviter des démocratismes qui se confondent avec la démocratisation réelle, le corporativisme des associations et des instances académiques, les omissions commises dans l'accomplissement de tâches contractuelles. Elle englobe la *démocratie politico-institutionnelle*, fondée sur la démocratie représentative, qui exige de vraies applications et des réformes profondes de ce que Bobbio a dénommé les règles du jeu – existence de partis, élections périodiques, relations entre minorités et majorités, voter et être voté, etc. Quelques exemples sont pertinents et féconds, comme par exemple, la démocratie directe, le plébiscite, le référendum, la citoyenneté active, la pratique du public non-étatique, entre autres. Dans la *démocratie économique* on vise à ce que tous aient accès aux biens produits et en aient l'usufruit. Des mesures expressives des « trente années glorieuses » concrétisées dans l'État du Bien-être social sont des exemples de la manière dont certains modèles et certaines stratégies d'actuation déterminées peuvent collaborer dans la construction des nouvelles sociétés envisagées. Dans la *démocratie sociale*, si l'histoire prouve les distances entre la rhétorique démocratique et la réalité concrète, le fossé entre les élites et les classes dominantes, d'une part et les majorités, les classes dominées, d'autre part, certains progrès de la démocratie représentative ne peuvent être ignorés. Les luttes constantes et homériques d'énormes contingents populationnels, variables d'une région à l'autre, marquées par les caractéristiques de résistance, de dénonciation et de protagonisme sont parvenues à remporter des conquêtes, d'une portée plus ou moins grande. Un exemple expressif fut la constitution de réseaux et de forums, locaux et nationaux, régionaux, globaux, articulés dans des objectifs variables et quelques-uns fécondèrent la nouvelle société de l'inédit viable. Une autre facette précieuse vient de la *démocratie culturelle* qui a acquis un status plus important au cours des dernières décennies. De par la localisation comparative entre les cultures régionales et nationales, de par les études historiques de membres appartenant à différents champs de connaissance, de par la constatation dans la vie quotidienne de presque tous les pays, la domination d'une culture par une autre, la subordination, le mépris, le manque de respect des cultures hégémoniques envers les autres est quelque chose d'abyssal. Même si elle est solide comme un droit inévitable dans la plupart des législations normatives, les traces de superbe, d'offenses et d'attaques personnelles et collectives abondent, avec des cas de punition rarissimes. En sens contraire, apparaissent des facettes qui cherchent le dialogue éthique et assumé, des signes et des pratiques qui signalent une reconstruction démocratique dans cette dimension : la défense du respect pour la différence, dans un multiculturalisme effectif qui défend l'identité de l'Autre comme la sienne propre, délinéant des activités concrètes d'inculturation ; les quêtes d'un œcuménisme effectif, d'un macro-œcuménisme, d'un dialogue inter-religieux ; le respect et la valoriation des cultures populaires.

Stratégies d' action

Local et Global

Une expression fut mondialisée à partir des luttes de 1968, originalement en Europe et elle est devenue une icône : *penser globalement et agir localement*. Comme c' est connu et vécu, le local (résidence, emploi, quartier, communauté, église, ferme, église, *fazenda* [grande propriété rurale, de culture ou d' élevage], village, commune, etc.) c' est l' espace dans lequel les individus et chacun de nous s' insèrent dans la société qui conditionne et qui est conditionnée. Nous y exécutons les fonctions de base de la vie sociale, nous résistons et nous changeons. Donc il est évident que nous y trouvons des éléments de base pour notre identité et pour l' agir, totalement ou partiellement déterminés par les structures et les processus de chaque situation historique ; ou agir dans le sens de changer les choses et les personnes. Nous savons, en outre, que nous remporterons des victoires et subirons des échecs. Si dans le local plus restreint il y avait déjà des incidences externes amenées par les migrants, les parents, les professeurs, les agents religieux, les transports, les radios, (plus tard par la télévision), les entreprises (nationales et étrangères) qui s' y installaient, entre autres moyens, ces incidences augmentèrent et acquirent des impacts de tout ordre avec la globalisation hégémonique

Sousa Santos (2002: 65) contribue au débat en suggérant différentes formes de globalisation. Il y a *localisme globalisé* quand un phénomène local se globalise avec succès, soit par : l' « activité mondiale des multinationales, la transformation de la langue anglaise en *lingua franca*, la globalisation du *fast food* nord-américain ou de sa musique populaire, ou l' adoption des mêmes lois de propriété intellectuelle, de patentes ou de télécommunications promue agressivement par les États-Unis ». En termes contrastants, surgit le *globalisme localisé*, engendré par les pratiques et les impératifs transnationaux qui découlent des localismes globalisés. Les conditions locales y sont désintégrées, déstructurées, et elles peuvent même être restructurées dans une situation d' inclusion subalterne. Ce globalisme inclut :

l' élimination du commerce de proximité ; la création d' enclaves de libre commerce ou de zones franches ; la déforestation et la destruction massive des ressources naturelles pour le paiement de la dette extérieure ; l' utilisation touristique de trésors historiques, les lieux ou cérémonies religieux, l' artisanat et la vie sauvage ; le *dumping écologique* (l' « achat » par les pays du Tiers-Monde de déchets toxiques produits dans les pays capitalistes centraux pour générer des devises extérieures) ; la conversion de l' agriculture de subsistance en agriculture d' exportation en tant que partie de l' « ajustement structural » ; l' ethnicisation du lieu de travail (dévalorisation du salaire due au fait que les travailleurs appartiennent à un groupe ethnique considéré 'inférieur' ou 'même exigeant') (2002: 66).

Pour surmonter cette réalité, surgissent des pratiques, des expériences et des luttes diverses, que ce même auteur explicite comme mondialisation de résistance, de classes sociales, d' États-nation, de groupes victimisés. Cette actuation, qu' il dénomme *cosmopoliticisme*, inclut, entre autres : des mouvements et des organisations au sein des périphéries du système mondial ; des réseaux de solidarité transnationale non inégale entre le Nord et le Sud ; l' articulation entre les organisations ouvrières des pays intégrés dans les différents blocs régionaux ou parmi les travailleurs de la même entreprise multinationale opérant dans différents pays (le nouvel internationalisme ouvrier) ; des réseaux internationaux d' assistance juridique alternative ; des organisations transnationales des droits de l' homme ; des réseaux mondiaux de mouvements féministes ; des organisations non-gouvernementales (ONG) transnationales de militantisme anti-capitaliste ; des réseaux de mouvements et d' associations indigènes, écologiques ou de développement alternatif ; des mouvements littéraires, artistiques et scientifiques dans la périphérie du système mondial en quête de valeurs culturelles alternatives, non impérialistes, contre-hégémoniques, engagés dans

des études sous une perspective postcoloniale ou subalterne. (2002: 68). Tout ce cadre a eu des conséquences expressives dans les manifestations collectives contre les agences mondiales (OMC, Banque mondiale, Davos, etc.) et il découvre et dynamise les possibilités au Forum Social Mondial et maintenant dans les forums décentralisés – régionaux, continentaux, nationaux.

Sous une forme additionnelle de résistance, Sousa Santos accentue ce qu'il dénomme *patrimoine commun de l'humanité*, calqué sur les luttes transnationales à l'échelle planétaire, telles que les luttes environnementales, les luttes pour la préservation de l'Amazonie, de l'Antarctique, de la biodiversité ou des fonds marins, luttes pour la préservation de l'espace extérieur, de la lune et d'autres planètes (aussi considérées comme patrimoine commun de l'humanité).

Ce chercheur en sciences sociales montre que toute cette résistance et ces formes de lutte sont méprisées et attaquées par les agents qui conduisent la globalisation hégémonique et en profitent.

Des études signalent que ces réseaux, ces forums, ces mouvements mondiaux renforcent la possibilité de construction d'une *Société Civile Globale*, encore émergente et imprécise, qui affronte de graves obstacles et avance par-ci par-là (Vieira, 2001; Pires Evangelista, 2006; Junqueira Neves, 2007). Dans ces conceptualisations et ces analyses sur ce sujet émergent de la société civile globale, toutes associées à des entendements divergents sur le concept de société civile, une position signale une signification : « société civile globale se réfère à un champ d'action et à une pensée composée d'initiatives individuelles et collectives de profil volontaire et non-lucratif, aussi bien auprès de l'État que transnationalement » (Falk, *apud* Pires Evangelista, 2006: 60). Cet analyste contraste des forces sociales liées à la *globalisation vers le haut* avec la *globalisation vers le bas*. D'après Colás, cette globalisation de la société civile ne peut être vue comme un espace autonome, défini et délimité, mais comme une sphère organiquement liée aux États nationaux, rattachée à l'expansion hétérogène du capitalisme dans le monde ; elle peut être comprise comme « un espace politique et socioéconomique créé internationalement et au sein des États dû à l'expansion des relations capitalistes de production, dans lequel des mouvements sociaux modernes cherchent leurs objectifs politiques » (Colás, *apud* Pires Evangelista, 2006: 73). Cox (1999), dont la pensée est centrée sur une conception de société civile gramscienne, se demandait comment on pouvait former la base sociale pour une nouvelle autorité publique, avec des conséquences dans une politique globale :

Machiavel conclut avec réticence que ses contemporains étaient trop corrompus pour le faire eux-mêmes et il s'est adressé au Prince pour en prendre l'initiative ; Gramsci perçoit le Parti communiste comme le Prince moderne. À la fin du XXe siècle, émerge la vision d'un Prince collectif 'postmoderne' constitué au moyen d'une coordination de mouvements populaires. La viabilité de ce projet dépendrait de la résurgence de la société civile (Cox, *apud* Pires Evangelista, 2006: 78).

On peut trouver une recherche qui fournit des apports pour la compréhension de ce sujet dans le livre de Liszt Vieira, qui a pour schéma d'élaborer la conception classique de citoyenneté et sa transition vers une citoyenneté globale, dans les entrelacs avec l'État national et une citoyenneté politique postnationale. Dans le conglomérat d'initiatives dans ce sens, il fait une réserve sur l'actuation des ONG, en mettant l'accent sur : la Commission du Développement Durable (CDD), organe des Nations Unies, subordonnée au Conseil Économique et Social de l'ONU (ECOSOC) ; le Conseil de sécurité de l'ONU ; la Banque mondiale. Et il met en évidence les conflits et les polémiques, internes et externes. Un exemple qui illustre cette présence des ONG fut la dénonciation de l'Accord Multilatéral sur l'investissement (AMI) et l'opposition à cet accord. Une constatation reconnue est celle de l'apparition d'ONG internationales fortes, telles que Amnistie Internationale, Greenpeace entre autres. « L'émergence de la société civile globale

signale la création de nouvelles institutions et entités politiques qui correspondent à l'amplitude transnationale des enjeux actuels, alors qu'elles répondent aux demandes des citoyens par des gouvernements démocratiques responsables » (Vieira, 2001: 216).

Une source d'inspiration, de nature globale et qui contient des expériences et des pratiques de différents niveaux d'actuation a été le Forum Social Mondial, de nature utopique. Pour une compréhension de cette initiative mondiale, il convient de citer quelques éléments de sa Charte de Principes. Le Forum est « un espace ouvert de rencontre pour l'approfondissement de la réflexion, le débat démocratique d'idées, la formulation de propositions, l'échange libre d'expériences et l'articulation pour des actions efficaces, d'entités et de mouvements de la société civile ». Il prétend être anti-capitaliste et anti-impérialiste et il cherche à construire une société planétaire orientée vers une relation féconde entre les êtres humains et de ceux-ci avec la Terre. Dans les objectifs du présent Colloque, quelques-unes de ces formulations visent ces mêmes objectifs et il peut être aussi un lieu spécial pour l'analyse et l'évaluation de l'animation socioculturelle. Sa devise

un autre monde est possible apporte comme fondement la nécessité de processus permanents de quête et de construction d'alternatives – finalité centrale du présent Colloque. Il favorise une mondialisation solidaire (pour d'aucuns identifiée comme la globalisation contre-hégémonique). Le Forum réunit et articule seulement des entités de la société civile de tous les pays du monde, mais ses études et ses pratiques impliquent forcément toute l'institutionnalité de l'État. Le forum est un espace pluriel et diversifié, non-confessionnel, non-gouvernemental et il n'est pas lié à un parti.

Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace de débats, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion et la dissémination transparente des résultats de cette réflexion sur les mécanismes et les instruments de la domination du capital, sur les moyens et les actions de résistance à cette domination et de possibilité de la surmonter, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses dimensions racistes, sexistes et destructrices de l'environnement, est en train de créer à l'échelle internationale et au sein des pays.

Le forum en tant qu'espace d'échange d'expériences, en tant qu'espace d'articulation et en tant que moyen impactant de participation aux instances internationales, apporte des subsides pertinents pour les actions d'animation socioculturelle.

Ces derniers temps, une proposition notoire et vigoureuse a gagné en consistance dans ce qu'on a formulé comme *développement local*. Il s'agit de réhabiliter l'espace local, le lieu, le territoire, l'environnement le plus direct. Les communes prennent les rennes de leur propre développement, selon les intérêts de la population qui y est insérée. Après avoir réalisé une recherche fructueuse, Elenaldo Teixeira distingue les *mécanismes de participation*, moyens employés par les citoyens, au niveau individuel ou collectif, des *canaux de participation*, considérés comme des espaces et des sphères publics. De cette façon, il regroupe les mécanismes participatifs en tant que :

administratifs (utilisés pour revendiquer la responsabilité de la part des autorités, identifier les erreurs, les omissions et les fraudes et contrôler les actes et les décisions) ; parlementaires (ceux qui dans le local ont leur espace d'accomplissement dans la *Câmara de Vereadores* [Conseil Municipal]) ; judiciaires (utilisés auprès des instances judiciaires et dans la relation avec le *Ministério Público* [Ministère public] et politico-electoraux (...)) Les canaux de participation sont des organes collectifs, paritaires, de composition hybride – société civile et État (...). Il y a aussi des organes publics (...) qui agissent dans la défense des droits collectifs pour apporter leur soutien à la société civile et qui sont de plus en plus revendiqués, principalement dans les domaines des droits des enfants, de l'environnement, des droits du consommateur (2001:173).

Micro et Macro

De façon corrélative et en maintenant des liens structuraux avec la dimension analysée du local et du global, nous attirons l'attention sur le micro et le macro. Comme c'est connu, la vie quotidienne trouve ses réalisations les plus récurrentes, négatives et positives, dans la *sphère*

micro. En considérant la magnitude des problèmes soulevés ici, dont une grande partie se propage surtout dans les villes moyennes et grandes (mais avec des impacts non négligeables dans les petites villes), la compréhension des causes et de l'aspiration à des solutions rapides et efficaces, sans ignorer d'autres facteurs, a une incidence frontale sur le domaine du micro. Comprendre le contexte existentiel et ce qu'il faut faire, dans les actions individuelles et collectives y est plus perfectionné. Le micro englobe un soubassement d'éléments de la famille, de l'emploi, de l'école, des associations, des églises, des communautés, comme une chrysalide de variables situées dans la gestion locale des communes. Diverses expériences et initiatives, énoncées dans différentes parties de ce texte, couvrent le micro. Elle est célèbre l'expression *small is beautiful* (une traduction littérale de : *o pequeno é formoso*). Par conséquent il est compréhensible et adéquat que la plupart des personnes se découvrent, se communiquent, entrent en tensions et en conflits, avancent ou reculent, vivent enfin, dans ce domaine. D'où la découverte de la signification du local.

Avec plus ou moins d'acuité, de conscience ingénue ou critique, un nombre expressif de personnes prennent conscience du fait que les causes des problèmes et des possibilités de les surmonter se trouvent dans le domaine macro. Insérées dans la commune, elles découvrent le poids des *estados* [États de la Fédération], des régions, du territoire fédéral, des causes et des acteurs sur le plan mondial. De par les informations de parents, de voyages, d'entrepreneurs, de commerçants, de gouvernants et principalement par l'intermédiaire des médias, elles prennent conscience de l'ampleur du monde, des énormes difficultés que provoquent les problèmes mondiaux et continentaux, des faits et des événements qui déterminent et conditionnent leurs vies quotidiennes.

Comme illustration de ces heurts entre le micro et le macro, au moins comme allusion à deux fondements – économique et politique – le nombre de barrières qu'il faut franchir ou non devient évident. Dans la macroéconomie, elle se réfère : au marché mondial, aux politiques nationales associées, dans chaque instance gouvernementale, aux exigences dirigées par les agences multilatérales, aux discussions et aux directives assumées par le Consensus de Washington et, de façon plus proche, au G8 et au G20 ; aux effets de la présente crise sur les exportations, sur les placements financiers, avec des répercussions directes et indirectes sur l'emploi et la consommation locaux. À l'exception de ceux qui sont impliqués dans des entreprises multinationales, des partis, des réseaux et des forums, qui peuvent intervenir dans le domaine macro, les personnes demandent : que faire ? Sur le plan de la macropolitique, les questions présentent de nombreuses facettes et obligent à accepter ou à rejeter la politique extérieure du pays, ou les pressions exercées par les mouvements et par les ONG qui agissent dans la Société Civile Globale, comme nous l'avons exposé : lutter pour avoir un membre dans le Conseil de Sécurité de l'ONU (Brésil), comment influencer la dynamique du G8 et du G20, comment agir dans l'OEA, ce qui peut changer dans le Mercosul [Marché commun du Sud], la possibilité d'exercer une influence dans la Curie romaine et ainsi de suite.

Une fois de plus se voit renforcée la nécessité impérieuse d'articuler/intégrer le local et le global, le micro et le macro. Une éducation visant la citoyenneté active, pour former des protagonistes critiques, pour constituer des projets sociétaux alternatifs, ce sont des enjeux énormes.

Une innovation croissante a été la participation de mouvements transnationaux de protestation, lors de réunions de l'OMC, de la Banque mondiale, du BIRD à Davos et dans d'innombrables villes éparses dans le monde. Concomitamment, la collaboration de membres de mouvements et d'ONG, constitués en réseaux et en forums, en événements et en réunions

de nature mondiale, parrainés par l'ONU, l'UNESCO, la FAO, le G-20, l'UNICEF, presque toujours de façon consultative et même délibérative dans certaines occasions, sur des sujets variés (genre, développement durable, organismes génétiquement modifiés, droits de l'homme, etc.). Parmi les résultats, on peut signaler l'élaboration d'accords et de lois tels que : le Protocole de Kyoto, le Principe de précaution, le Régime de biosécurité, le Codex Alimentarius, le Comité des Régions (Union européenne), les Organisations intergouvernementales (accords entre les États), etc. Il convient de mentionner tout particulièrement la croissance des ONG, qui ont acquis la reconnaissance internationale, parmi lesquelles nous pouvons indiquer : Amnistie internationale, Greenpeace, la Ligue des États Arabes, le National Endowment Democracy (NED), les Médecins pour les Droits de l'Homme. Oxfam International.

À partir de cet ensemble, s'est accru le nombre de Sommets Mondiaux, où comparaissent les ONG et les représentants de mouvements, comme par exemple : Environnement et développement (ECO 92, à Rio de Janeiro) ; Droits de l'homme (Vienne, 1993) ; Population et développement (Le Caire, 1994) ; Crime Organisé (Naples, 1994) ; Développement Social (Copenhague, 1995) ; Femmes (Péquin, 1995) ; Habitation (Istanbul, 1996). Établissant les clivages qui différencient les cultures mondiales et nationales, le grand affrontement publicisé par des auteurs de courants politiques et idéologiques distincts se situe aussi dans la possibilité ou non de la formation d'une *société mondiale*, ou d'une *Société Civile Globale* (Vieira, 2001; Pires Evangelista, 2006).

Dans les dernières décennies, sont entrés sur la scène publique, en Amérique Latine, des mouvements sociaux de protestation, de dénonciation et de protagonisme, qui apportent des investigations pertinentes sur sa configuration et son avenir, sur les causes et l'identité. Pour illustrer ce fait, ceux qui ont acquis de la notoriété sont : les mouvements des indigènes (dans l'État du Chiapas, au Mexique ; la participation à des campagnes électorales et plébiscitaires, en Bolivie et au Pérou ; la défense de territoire, dans la région de la Raposa do Sol, au Brésil) ; le mouvement Piquetero et celui des ruralistes, en Argentine ; le mouvement bolivarien, au Venezuela ; les FARC, en Colombie ; le mouvement pour la réforme agraire et pour la conquête de la terre, comme le MST [Mouvement des sans-terre], au Brésil).

Comme une alerte à la fin de ce pilier, il faut attirer l'attention sur quelques risques qu'ont entraînés les *abordages postmodernes*. En constatant la complexité du *postmodernisme*, Balandier (1977: 145) affirme que, malgré quelques innovations qu'il procure, en général « le postmodernisme cacherait un cynisme d'accommodation, une conciliation, un nihilisme banalisé et affecté, un consentement qui résulte de la passivité et de la ruse quotidienne ; il se contenterait de l'ambiguïté, il resterait en dehors de n'importe quel projet politique ou utopique ». Dans ses analyses Harvey (1992: 111), dit que le penchant du postmodernisme vers le déconstructionisme tend à éliminer la politique cohérente ; il empêche les voix (de peuples colonisés, de minorités ethniques et raciales, de femmes, de chômeurs, etc.) d'avoir accès à des sources plus universelles de pouvoir ; il évite l'affrontement des réalités de l'économie politique et des circonstances du pouvoir global.

Références

- BALANDIER, Georges. (1997). *O contorno: poder e modernidade*. Rio de Janeiro: Bertrand.
- BAUMAN, Zygmunt. (2003). *Comunidade - a busca por segurança no mundo atual*. Rio de Janeiro: Zahar.
- BENEVIDES, Maria Victória de M. (1991) *A Cidadania ativa – referendo, plebiscito e iniciativa popular*. São Paulo: Ática.
- BOFF, Leonardo. (2001). *Saber cuidar: ética do humano – compaixão pela Terra*. Petrópolis: Vozes, 7ª. ed.
- BORJA, Jordi & CASTELLS, Manuel. (1996). *Local y global: la gestión de las ciudades en la era de la información*. Barcelona.
- CANCLINI, Nestor. (1995). *Consumidores y ciudadanos: conflictos multiculturales de la globalización*. México: Grijalbo.
- CASTELLS, Manuel. (1999). *O poder da identidade*. São Paulo: Paz e Terra.
- CEAAL (2008). *Educación popular y movimientos sociales hoy: nuevos retos y compromisos*. La Piragua N. 27. Panamá: Punto Gráfico.
- CORRÊA LEITE, José. (2003). *Fórum Social Mundial - a história de uma invenção política*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo.
- DAGNINO, Evelina (org.) (2002). *Sociedade civil e espaços públicos no Brasil*. São Paulo: Paz e Terra.
- DURAND PONTE, V.M. (1990). *Estruturas e sujeitos na análise da América Latina*. In: LARANJEIRA, S. (org.). *Classes e Movimentos sociais na América Latina*. São Paulo: Hucitec.
- DUSSEL, Enrique. (1986). *Método para uma filosofia da libertação Latino-americana*. São Paulo: Loyola.
- FREIRE, Ana Maria Araújo. Inédito viável. In: STRECK, Danilo; REDIN, Euclides; ZITROSKI, Jaime J. (orgs.). (2008). *Dicionário Paulo Freire*. Belo Horizonte: Autêntica.
- FREIRE, Paulo. (1967). *Pedagogia do oprimido*. Rio de Janeiro: Paz e Terra. São Paulo: Paz e Terra; 2005, 41ª. ed.
- GADOTTI, Moacir. (1996). *Paulo Freire - uma bibliografia*. São Paulo: Cortez; Brasília: UNESCO.
- GIDDENS, Anthony. (1996). *Mas allá de la izquierda y la derecha : el futuro de las políticas radicales*. Madrid ; Cátedra.
- GRMF-GROUPEMENT pour la Recherche sur les Mouvements Familiaux. *Une politique de l'agir – stratégie et pédagogie du Mouvement populaires des familles*. Paris : Atelier national de reproduction des thèses de Lille, 1997 (Caderno N. 10).
- HABERMAS, Jürgen. (1995). *Três modelos normativos de democracia*. *Lua Nova* N. 36. São Paulo : CEDEC.
- HARVEY, David. (1992). *A condição pós-moderna*. São Paulo: Loyola.
- JUNQUEIRA NEVES, Maíra. (2007). *A participação internacional das Organizações não governamentais por meio de redes sociais – a Rede Brasileira pela Integração dos Povos*. São Paulo: SanTiago Dantas e PUC-SP (dissertação de mestrado).
- LÖWY, Michael, BENSALID, Daniel. (2000). *Marxismo, modernidade, utopia*. São Paulo: Xamã.
- MORIN, Edgar. (2000). *Os sete saberes necessários à educação do futuro*. S. Paulo: Cortez; Brasília: UNESCO.
- _____. (2007). *Introdução ao Pensamento Complexo*. São Paulo: Sulina, 3ª. Ed.
- NICOLESCU, Basarab. (1996). *La transdisciplinarité*. Paris: Rocher.

- PAUGAM, Serge.(2008).*Le lien social*.Paris: PUF(coleção Que sai-je ?)
- PIRES EVANGELISTA, Ana Carolina. (2006). *Perspectivas sobre a Sociedade Civil Global » no estudo das relações internacionais*. São Paulo : PUC-SP e Programa San Tiago Dantas(dissertação de mestrado).
- POCHMANN, Márcio (org.).(2003). BLANES, Denise, AMORIM, Ricardo (orgs.). (2006). *Inclusão social – uma utopia possível*. São Paulo:Cortez.
- QUIJANO, Aníbal. (1988). *Modernidad, identidad y utopia enAmérica Latina*. Lima:Sociedad y Política Ediciones.
- ROMERO, Maria del Huerto. (2007).*Aportes de la cooperación descentralizada Unión Europea-América Latina a la cooperación territorial em América Latina: elementos para el debate*. Montevideo: Observatório de Cooperación Descentralizada.
- SOUSA SANTOS, Boaventura. (2000). *A crítica da razão indolente – contra o desperdício da experiência*. São Paulo: Cortez.
- _____.2002. *A globalização e as ciências sociais*. São Paulo: Cortez.
- TEIXEIRA, Elenaldo.(2001). *O local e o global - limites e desafios da participação cidadã*. São Paulo:Cortez; Recife:EQUIP;Salvador: UFBA.
- UNESCO.(1999) *Relatório da Comissão Internacional sobre Educação para o Século XXI* (coordenado por Jacques Delors). Publicado no Brasil com o título *Educação: um Tesouro a Descobrir*.São Paulo: UNESCO/MEC/Cortez.
- UNESCO. (2005). *Educação popular na América Latina: desafios e perspectivas*. Brasília: UNESCO, MEC/CEAAL.
- VIEIRA, Liszt (2001). *Os argonautas da cidadania. A sociedade civil na globalização*. Rio de Janeiro: Record.
- VIVERET, Patrick. 2012. *La cause humaine. Du bon visage de la fin d'un monde (préface d'Edgar Morin)*. France: LLL.
- WANDERLEY, Luiz Eduardo W. (2007). *Democracia e Igreja Popular*. São Paulo: EDUC.
- _____. (2009). Crise como momento de reflexão e criação. In
- BEOZZO, J.O., VOLANIN, C.J. (orgs.) *Alternativas à crise por uma economia social e ecologicamente responsável* São Paulo: Cortez.
- _____. (2010). *Educação Popular: metamorfoses e veredas*. São Paulo: Cortez.
- WHITAKER, Chico. (2005). *O desafio do Fórum Social Mundial – um modo de ver*. São Paulo: Loyola/Fundação Perseu Abramo.